

L'organisation de l'archéologie antique en Corée coloniale (1902-1940) : du terrain aux musées coloniaux

植民地朝鮮における古代考古学の編成 (1902~1940年) : フィールドワークから植民地博物館へ

The Organization of Ancient Archaeology in Colonial Korea (1902-1940): From Fieldwork to Colonial Museums

Arnaud Nanta



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1635>

DOI : [10.4000/ebisu.1635](https://doi.org/10.4000/ebisu.1635)

ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Édition imprimée

Pagination : 117-154

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Arnaud Nanta, « L'organisation de l'archéologie antique en Corée coloniale (1902-1940) : du terrain aux musées coloniaux », *Ebisu* [En ligne], 52 | 2015, mis en ligne le 20 septembre 2015, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1635> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.1635>

L'organisation de l'archéologie antique en Corée coloniale (1902-1940)

Du terrain aux musées coloniaux

Arnaud NANTA

植民地朝鮮における古代考古学の編成 (1902 ~ 1940 年)
フィールドワークから植民地博物館へ

アルノ・ナンタ

The Organization of Ancient Archaeology
in Colonial Korea (1902-1940):
From Fieldwork to Colonial Museums

Arnaud NANTA

▼ **Mots-clés** : Archéologie,
colonisation, Corée, histoire, Japon,
nationalisme.

L'auteur : Arnaud Nanta est historien des sciences humaines au Japon et chargé de recherche au CNRS. Il travaille sur l'histoire de l'archéologie, de l'anthropologie et des études historiques au Japon de Meiji à nos jours ainsi qu'en Corée coloniale, tout en insistant sur leurs implications politiques.

Résumé : La péninsule coréenne, au centre de luttes entre la Russie, la Chine et le Japon à la fin du XIX^e siècle, fut transformée en protectorat en 1905 puis annexée au Japon en 1910. Celui-ci allait y réaliser

de grandes « enquêtes sur les anciennes coutumes et institutions » du pays. Parmi les outils mobilisés par le pouvoir colonial figurait l'archéologie, discipline récente mais centrale dans l'élaboration des identités nationales. Le présent article brosse un panorama de l'archéologie japonaise en Corée coloniale. Pour cela, il aborde d'abord les missions et réseaux d'avant 1910, puis se penche sur l'institutionnalisation des savoirs coloniaux après l'annexion. Sont ensuite abordés la question des fouilles et des musées, puis enfin, celle des publications coloniales.

キーワード

考古学、植民地主義、韓国、朝鮮、日本、歴史、ナショナリズム

著者

アルノ・ナンタはフランス国立科学研究センター（CNRS）一級研究担当官。日本の人文科学の歴史を専門とし、明治以降の考古学史、人類学史、史学史と、植民地朝鮮における学知の歴史を検討しつつその政治的な意義を分析している。

要旨

9世紀末から帝政ロシア、大清帝国、大日本帝国が相争った朝鮮半島は、1905年に保護国化され、1910年に日本に併合された。以降、統監府時代に遡って大々的に「旧慣制度調査」が行われ、それと並行して考古学調査も実施された。考古学は当時いまだに若い学問であったが、国民アイデンティティの形成と密接な関係を持つ学問でもあった。本稿では植民地朝鮮における日本考古学の編成と組織を概観したい。まず1910年以前の調査とネットワークを紹介し、次に寺内正毅総督から始まった学問の制度化を取り扱って、続いて発掘調査企画と博物館に言及し、最後に植民地出版物について述べたい。

Keywords: Archaeology, Colonialism, History, Japan, Korea, nationalism.

The Author: Arnaud Nanta is a historian of human sciences in Japan and research fellow at the French National Center for Scientific Research. He specializes in the history of archaeology, anthropology and historical studies in Japan from the Meiji era to the present day, and in colonial Korea, with a particular focus on their political implications.

Abstract: The Korean peninsula, fought over by Russia, China and Japan in the late nineteenth century, became a protectorate in 1905 before being annexed to Japan in 1910. Japan would later conduct extensive “studies into the ancient customs and institutions” of the country in parallel to archaeological investigations. Archaeology—at that time a new field of knowledge—had a central role to play in forging national identities. This article seeks to present an overview of Japanese archaeology in colonial Korea. To do so, I will first examine the studies and networks that existed prior to 1910, then describe the process of institutionalizing colonial knowledge that began shortly after annexation. Finally, I will address the issue of excavation programs and museums, as well as colonial publications.

L'organisation de l'archéologie antique en Corée coloniale (1902-1940)

Du terrain aux musées coloniaux

Arnaud NANTA*

« On peut affirmer sans hésitation que le travail de recherche et de conservation des vestiges de Corée mené par les Japonais constitue une œuvre digne de commémoration, que nous avons léguée à la Corée et dont nous pouvons tirer fierté. »

Fujita Ryōsaku, ancien conservateur en chef du musée du gouvernement général de Corée, octobre 1952 (Fujita 1963 [1953] : 68)

La péninsule coréenne fut au centre de luttes entre les empires russe, chinois et japonais au cours du dernier tiers du XIX^e siècle. Transformée en protectorat japonais en 1905 après la victoire sur la Russie, la Corée de Chosŏn (1392-1910) fut annexée à l'Archipel en 1910 (Myers & Peattie 1984, Souyri 2005, Delissen 2008, Delissen & Nanta 2012). La période du protectorat fut centrale dans la mise en place des cadres des enquêtes et travaux (initiés dès les années 1905-1910) qui allaient se déployer en Corée jusque dans la seconde moitié des années trente¹. Ces démarches devaient prendre une autre ampleur avec l'instauration du gouvernement général en

* CNRS, Umifre 19 MFJ (MAEDI/CNRS).

1. L'histoire des politiques conduites en Corée coloniale est habituellement considérée à partir de l'établissement du gouvernement général, dans l'historiographie comme par le pouvoir colonial (Chōsen sōtoku-fu 1940).

août 1910, pour constituer un pan entier de la politique coloniale japonaise dans la péninsule.

Le Japon avait commencé à réaliser, dès la fin du XIX^e siècle, des « enquêtes sur les anciennes coutumes (*kyūkan* 舊慣) et institutions (*seido* 制度) » des territoires nouvellement contrôlés², pratique courante au sein des empires coloniaux. Les objectifs de ces enquêtes, pas toujours bien posés par le pouvoir colonial, possédaient à notre avis quatre dimensions. 1) Elles étaient administratives en ce qu'elles devaient servir à la mise en place de nouveaux cadres juridiques et administratifs ; le rapport entre ces enquêtes et la construction du droit colonial ainsi que le processus d'accaparament du sol a été bien étudié ; 2) elles étaient sociologiques en ce qu'elles devaient permettre la constitution d'un corpus de documents de référence visant à une connaissance la plus précise possible de la société colonisée³ ; 3) elles étaient politiques et colonialistes en ce qu'elles répondaient à un objectif du pouvoir japonais de monopolisation des sources et des archives coréennes afin d'assurer un contrôle du discours dans et sur la colonie⁴ ; 4) enfin, elles furent à proprement parler des enquêtes savantes, lesquelles furent menées par des universitaires japonais de premier plan. Ces quatre dimensions évoquées constituent ainsi quatre grands thèmes tout à fait légitimes de recherche pour l'historien.

Parmi les outils mobilisés par ces universitaires japonais figurait l'archéologie, discipline constituée au XIX^e siècle, qui fut centrale dans l'élaboration des identités nationales au sein des nouveaux États-nations. Elle s'imposa naturellement en contexte colonial, notamment dans le monde méditerranéen ou en Asie orientale, comme un savoir fondamental à la connaissance des territoires conquis. En outre, les enjeux du contrôle du passé ne

2. La Corée complétait un édifice élaboré entre la fin du XIX^e siècle et la Grande Guerre, qui associait vieilles possessions extérieures remontant à l'ancien régime shogunal (Hokkaidō, Okinawa, Sakhaline), toujours considérées en dehors de la métropole, et territoires récemment acquis (Taiwan en 1895, Liaodong, sud de la Mandchourie et Corée en 1905, Micronésie en 1914).

3. Les débats ont été vifs en France autour de la distinction entre pratiques historique et sociologique, autour notamment de Pierre Bourdieu (Noiriel 1996 : 164-171).

4. Sur les rapports entre « colonisation » et « colonialisme », voir l'introduction par Marc Ferro au *Livre noir du colonialisme* (Ferro 2005 [2003]). Sur les enjeux des débats, voir aussi Hémerly (2006).

pouvaient être qu'exacerbés dans le cas de pays qui étaient d'anciens États, comme la Corée. Le présent article se propose de dresser un panorama de la mise en place et de l'organisation de l'archéologie et des musées coloniaux japonais en Corée dans la première moitié du xx^e siècle. En effet, si l'œuvre archéologique fut un travail scientifique, elle constitua tout autant une action menée par une puissance étrangère, dans un pays dominé, au travers d'institutions *ad hoc* créées par la puissance coloniale et dont les nationaux furent écartés. Cette situation coloniale de l'archéologie de Corée devait ainsi déterminer sa pratique. Nous soulèverons aussi quelques questions auxquelles l'historien fait face lorsqu'il se penche sur ce sujet.

Il s'agira donc de poser au sujet de l'archéologie coloniale en Corée la question du rapport entre science et idéologie (Foucault 1966, Canguilhem 1977 : 33-45, Blanckaert 1999a et 1999b) d'une part, et, d'autre part, entre pratiques savantes et domination coloniale (Anderson 1996 : 167-188, Pai 2000, Dulucq 2009, Ch'oe 2012). Pour ce faire, nous aurons recours à certains éléments historiographiques ainsi qu'à d'autres qui relèvent de la documentation primaire. Au sujet de cette historiographie, il convient d'ailleurs de souligner que le rapport entre sciences humaines modernes et colonisation constitue une des questions anciennes de la recherche japonaise⁵. De même, en Corée du Sud⁶, les savoirs coloniaux japonais constituent pour les historiens un sous-thème de la recherche sur la colonisation⁷. Se pose également la question de l'enchaînement

5. On pourra citer les travaux précurseurs de Hatada Takashi 旗田巍 (1908-1994) qui s'attela dans les années 1960, au sein de la Chōsen-shi kenkyūkai 朝鮮史研究会 (Société pour l'étude de l'histoire de la Corée), fondée en 1959, à retracer de façon critique la filiation des discours du colonialisme chez les universitaires d'avant 1945. Sur le rôle central de Hatada dans la recherche universitaire des années 1960-1980, voir notre contribution sur l'historiographie coloniale (Nanta 2012 : 99-101).

6. Voir par ex. : (Yi 1980, Kim 1989, Cho 1990 et 2002, Pai 2000, Saotome 2001, Sakano 2005, Nanta 2007 et 2012, Chōng 2002, Yi 2009, Ch'oe 2012, Oïde 2012, Pai 2013 : 114-141). Nous avons brossé un bref aperçu de l'archéologie coloniale dans *Les Nouvelles de l'archéologie* (Nanta 2011), que cette contribution précise et développe.

7. Ajoutons qu'en France, le poids des travaux historiens et archéologiques coloniaux du temps de l'empire explique sans doute un intérêt ancien pour l'histoire des savoirs coloniaux français, dès les années 1970. Voir l'étude de Gilles de Gantès (2003), ou l'introduction à l'ouvrage de Sophie Dulucq sur l'historiographie coloniale en Afrique (Dulucq 2009 : 5-28). Cet intérêt a connu un regain dans les décennies 1990 et 2000.

historique entre les tentatives institutionnelles coréennes du temps de l'empereur Kojong 高宗 (r. 1897-1910) d'une part, et, d'autre part, la période coloniale elle-même. Cette question, fort importante, débordé néanmoins des limites que se fixe le présent article.

Concrètement, nous aborderons d'abord les missions et réseaux antérieurs aux institutions coloniales (c'est-à-dire avant 1915), puis, dans un deuxième temps, l'institutionnalisation des savoirs coloniaux dans les années suivant l'annexion. Après quoi nous verrons la question des fouilles et des musées du milieu de la décennie 1910 jusqu'au milieu de la décennie 1930. Enfin, la question des publications, notamment durant les décennies 1920 et 1930, sera évoquée en quatrième partie. À partir de cet ensemble de données, nous tenterons de relever ce qui est pertinent pour comprendre le processus d'institutionnalisation que connut la Corée coloniale, les réseaux qui s'y organisèrent, le champ scientifique qui s'y mit en place, et enfin les générations de chercheurs qui en furent les acteurs⁸.

1. Généalogie de l'archéologie coloniale : des mythes fondateurs aux premières missions de terrain

Précisons tout d'abord quelques éléments concernant les premiers questionnements japonais sur le passé coréen, éléments qui permettront de mieux saisir le cadre et les objets de l'archéologie qui se déployèrent dans la péninsule durant la période coloniale.

Des anciennes chroniques à l'archéologie moderne

L'intérêt pour l'histoire antique du Japon prit une acuité croissante alors que les chroniques officielles du *Kojiki* 古事記 (712) et du *Nihon shoki* 日本書紀 (720) bénéficiaient d'un éclairage nouveau au cours de l'époque

Mentionnons : Sibeud (2002), Dulucq & Zytnicki (2003), Blais (2007), Dulucq (2009), Sibeud *et alii* (2013). Sur l'archéologie coloniale, par ex. : Singaravelou (2000), Oulebsir (2002). Sur l'EFEO et l'Indochine française, voir aussi Fujihara (2008 et 2015, dans le présent numéro), Hémerly & Brocheux (2009).

8. On verra ainsi à quel point ce champ était éclaté. Cette caractéristique a déjà été pointée pour le cas français (Dulucq & Zytnicki 2003). On suit ici les réflexions et analyses développées dans Bourdieu (1984), Noiriel (1996) ou Dulucq (2009).

d'Edo, à partir du XVIII^e siècle (Nespoulous 2003). Le lettré Motoori Norinaga 本居宣長 (1730-1801) plaça le *Kojiki* au cœur du courant dit des « études nationales », facilitant la mobilisation de ce texte lors de la restauration impériale de 1868. C'est durant l'ère Meiji que l'« histoire nationale » au sens de récit diachronique de l'épopée de la nation devint le nouveau paradigme d'appréhension du passé. L'ouvrage *Kokushigan* 國史眼 (Regard sur l'histoire nationale), publié en 1890, marqua sans doute un tournant dans l'historiographie japonaise⁹.

Cette émergence de l'histoire antique au moment de la construction nationale japonaise permet de comprendre la ferveur qui suivit la découverte de la stèle du roi Kwanggaet'o (Kwanggaet'o-wang nŭng-bi 廣開土王陵碑) à la frontière entre la Corée et la Mandchourie en 1884, par un gendarme du contingent diplomatique japonais (Schmid 2002 : 1-22). Pour les commentateurs de l'époque, l'inscription de cette stèle du royaume de Koguryō 高句麗 démontrait la réalité historique des victoires militaires de l'impératrice légendaire Jingū 神功皇后 (r. 201-269) sur celui-ci, telles que rapportées dans le *Nihon shoki*. Nous apercevons ici une association entre philologie et archéologie, fort prononcée à la fin du XIX^e siècle et qui reste importante dans le questionnement de l'Antiquité ou de la protohistoire¹⁰. La documentation écrite renseignant *déjà* sur le passé, l'archéologie devait « confirmer » empiriquement ce qui était « connu »¹¹.

Ce n'est sans doute pas un hasard si ces sujets ont resurgi dans un contexte de tensions autour du royaume de Corée dans les décennies 1880

9. Cet ouvrage, rédigé par les historiens Shigeno Yasutsugu 重野安釋 (1827-1910), Kume Kunitake 久米邦武 (1839-1931) et Hoshino Hisashi 星野恒 (1839-1917), est sans doute le premier à considérer une histoire continue du Japon par-delà les périodes ou les régimes. Néanmoins, étant centré sur la figure de l'empereur, il ne peut pas être nécessairement considéré comme un ouvrage de type « histoire nationale ».

10. Nous employons le terme protohistoire pour la période des Trois Royaumes car ceux-ci sont connus de façon indirecte via des chroniques historiques contemporaines provenant d'autres pays, à savoir la Chine impériale, et via des textes coréens très ultérieurs, ici mentionnés, ce qui correspond à la définition habituellement retenue en France (Leroi-Gourhan 1997 : 905).

11. Le cas d'Heinrich Schliemann (1822-1890), qui mit à jour le site de Troie en 1873 en suivant le texte de *L'Iliade*, est bien connu. Plus proche de nous, le travail d'Alexandre Grandazzi sur les origines de Rome voit dans la découverte d'un sillon autour du Palatin, peut-être le *pomerium* originel (Grandazzi 1991).

et 1890, ou si le Japon vit la popularité de la figure de l'impératrice Jingū, véritable icône du nouvel État japonais de l'ère Meiji. Les liens entre ces visions en gestation du passé antique, d'une part, et, d'autre part, les velléités de l'État japonais d'alors sont éminemment politiques. Si le contenu et les résultats des travaux archéologiques qui allaient suivre ne se résument pas à cette fièvre initiale, celle-ci eut pour le moins un rôle de moteur dans la formation de l'archéologie coloniale.

L'archéologie en Corée devait s'imbriquer dans l'historiographie coloniale, car cette première concernait essentiellement la protohistoire et l'Antiquité coréennes, c'est-à-dire la période des Trois Royaumes coréens (en coréen : *Samguk sidae* 三國時代, du quatrième au septième siècle). Sur ces derniers, furent particulièrement étudiés le royaume de Koguryō (37 av. J.C. à 668) qui occupait le Nord de la péninsule et la moitié méridionale de la « Grande Mandchourie », c'est-à-dire la future partie japonaise¹², et le royaume de Silla 新羅 (356-935) au sud — notamment sa capitale Kyōngju 慶州 — en incluant la période où Silla unifia politiquement la péninsule après 676 (Shin 2014 : 22-67). Il s'agissait d'archéologie antique au sens large et non pas d'archéologie préhistorique. Ces chercheurs qui travaillaient sur les premiers temps de la Corée et sur son Antiquité portèrent leur intérêt sur les grandes villes historiques. Leurs études associaient philologie et archéologie dans le but de *confirmer* la véracité des textes. Parmi les sources qui eurent le rôle le plus important figurent le *Wei zhi* 魏志 (Chronique des Wei) du troisième siècle, le *Samguk sagi* 三國史記 (Chronique des Trois Royaumes) et le *Samguk yusa* 三國遺事 (Faits mémorables des Trois Royaumes), deux chroniques compilées respectivement au douzième et au treizième siècle. Parallèlement, les provinces coréennes de P'yōng'ando 平安道¹³, aux abords

12. La région de la « Grande Mandchourie », notion territorialement peu assurée, avait d'abord été annexée pour sa partie nord par la Russie en 1858 (traité d'Aigun / *Aigun jōyaku* 璦琿條約), région aujourd'hui toujours russe, tandis que le Japon grignota la partie sud entre 1905 et 1931.

13. Les noms de régions utilisés pour localiser les sites et vestiges soit reprenaient la division en huit provinces de la Corée de Chosŏn, soit utilisaient la division coloniale. Ces deux provinces avaient été divisées en quatre régions par le Japon, division qui a été modifiée par la RPDC après 1948. Aujourd'hui, l'archéologie sud-coréenne utilise les découpages administratifs de la période concernée, par exemple celui de l'État unifié de Silla, pour délimiter les aires culturelles étudiées.

de P'yŏngyang, et de Hwanghaedo 黃海道 furent elles aussi les lieux de fouilles importantes ayant pour objet les commanderies de Lelang 樂浪郡, importante ville-colonie chinoise fondée au début de la dynastie des Han antérieurs, et de Daifang 帶方郡. Le mythe fondateur coréen du souverain originel Tan'gun 檀君 allait être quant à lui déconstruit, tandis que la présence chinoise au nord de la péninsule était affirmée comme une période historique à part entière.

Dans un même temps, les archéologues et les historiens japonais associèrent Corée et Mandchourie du Sud pour considérer une « sphère culturelle coréo-mandchoue » (*mansen bunka* 滿鮮文化) saisie comme un bloc (Tanaka 1993). Ce point soulève aujourd'hui des controverses entre la Corée du Sud et la République populaire de Chine, cette dernière considérant ce royaume comme chinois. Ces tensions, loin d'être purement idéologiques, traduisent surtout la complexité de la période des Trois Royaumes de Corée et la difficulté qu'il y a à les approcher par des textes largement postérieurs. En effet, le territoire de Koguryŏ ayant recouvert le nord de la péninsule et la Mandchourie du Sud (aujourd'hui les trois régions Nord-Est de la Chine), il faudrait plutôt souligner le problème qu'il y a à vouloir à tout prix le faire tenir dans les délimitations des États actuels.

Voyons quelles furent les premières enquêtes menées dans la péninsule.

Les missions et travaux du temps précolonial

Une première période de la recherche japonaise en Corée peut être délimitée en prenant en compte les enquêtes de terrain menées entre 1902 et 1915. Nous poserons dans la suite du présent article une deuxième période marquée par l'institutionnalisation de la recherche (1915-1924), puis une troisième période caractérisée par le volume des productions savantes coloniales (1924-1940). Cette première période inclut ainsi le temps du protectorat (1905-1910) et les premières années du gouverneur général Terauchi Masatake 寺内正毅 (1852-1919), en poste de 1910 à 1916.

Quatre chercheurs de l'université impériale de Tokyo eurent alors un rôle moteur : l'anthropologue et archéologue Yagi Shōzaburō 八木英三郎 (1866-1942), l'historien de l'art Sekino Tadashi 關野貞 (1867-1935), l'historien et archéologue Imanishi Ryū 今西龍 (1875-1932), futur professeur aux universités impériales de Kyoto et de Keijō en 1926, et l'anthropologue et archéologue Torii Ryūzō 鳥居龍藏 (1870-1953). Les trois derniers allaient ensuite continuer à travailler en Corée.

Ce cadre des quatorze premières années qui précèdent la mise en place des organismes de recherche se caractérise par la réalisation d'enquêtes de terrain globales, visant à dresser un état des lieux et une cartographie des vestiges des différentes périodes historiques de la péninsule. En outre, les chercheurs étaient mandatés depuis la métropole dont ils dépendaient et ils étaient détachés (*shokutaku* 囑託) à la capitale Hansōng 漢城 (Séoul)¹⁴.

La présence de chercheurs « indépendants », en ce sens qu'ils n'étaient pas rattachés au pouvoir colonial, constitue une autre caractéristique des années antérieures à 1915. Cette caractéristique dérive sans doute de l'importance de la population de résidents japonais, alors en phase de croissance (Takasaki 2002). Ces chercheurs indépendants jouèrent un rôle important dans la mobilisation des sources coréennes datant des monarchies Koryō (982-1392) et Chosōn, dont on a noté qu'elles préoccupaient les savants japonais dès avant la colonisation. Les historiens « indépendants » Oda Shōgo 小田省吾 (1871-1953) et Ayukai Fusanoshin 鮎貝房之進 (1864-1946), entre autres, se réunirent en 1903 au sein de la Kankoku kenkyūkai 韓國研究會 (Groupe de recherche sur la Corée), un groupe d'études des textes anciens basé au port d'Inch'ōn 仁川¹⁵. Ces historiens indépendants fondèrent en 1909 la structure éditoriale privée Chōsen kosho kankō-kai 朝鮮古書刊行會, qui réédita en quelques années des dizaines d'ouvrages coréens des XVII^e et XVIII^e siècles, et produisit des éditions de travail du *Samguk sagi* et de nombreux autres ouvrages anciens (Choi 1969). Quant au *Samguk yusa*, celui-ci serait réédité dans les années vingt sous la supervision d'Imanishi, par la société, cette fois-ci officielle, Chōsen-shi gakkai présentée plus bas.

Le travail purement philologique des années 1900-1915 fut mené selon deux axes parallèles : l'analyse et la réédition de nombreux textes coréens considérés comme primordiaux. Si l'alphabet coréen *hangŭl* était davantage

14. La capitale changea officiellement de nom pour Keijō 京城 le 22 août 1910.

15. Après l'ouverture du pays suite au traité de 1876, les résidents étrangers s'installèrent dans les ports d'Inch'ōn, Pusan 釜山 et Wōnsan 元山. Les origines de la Kankoku kenkyūkai remonteraient à la guerre sino-japonaise. En date de mars 1942, Sakurai Yoshiyuki (voir partie 4), alors à la tête du Service des archives du gouvernement général de Corée, expliquait, dans le bulletin de la Shomotsu dōkōkai, connaître des difficultés à retracer précisément l'itinéraire de ce groupe, dont les activités dataient de presque un demi-siècle.

usité depuis la fin du siècle précédent¹⁶, l'immense masse de textes coréens à disposition des Japonais était rédigée en chinois classique. Cet aspect, tout à fait central, explique la rapidité des universitaires japonais, plus précisément des sinologues, à maîtriser ce corpus documentaire, ainsi que la présence à la fin du XIX^e siècle d'un discours orientaliste japonais réfléchissant en bloc le monde sino-coréen (Tanaka 1993, Nanta 2012). Arrêtons-nous un instant sur les cas de Sekino et de Torii, deux figures importantes de la commission archéologique qui allait voir le jour.

Sekino débuta sa recherche en 1902 par l'étude du patrimoine architectural coréen, qu'il désignait notamment par le terme *ko-kenchikubutsu* 古建築物¹⁷. Il est de ce fait l'objet d'un éclairage particulier dans les historiographies japonaise et sud-coréenne (Tōkyō daigaku sōgō kenkyū hakubutsukan 2005, Yi 2009 : 39-68), au même titre que Torii ou Yanagi Sōetsu 柳宗悦¹⁸. Sekino partit en Corée avec le souhait de se laisser guider par les documents matériels, lesquels lui auraient censément imposé leurs problématiques, mais c'est bien le corpus historique de la période Koryō qui le guida tout droit vers les sites palatiaux du temps des Trois Royaumes (Nishikawa 1970 : 98-99). Ces sites allaient devenir les lieux privilégiés d'une investigation archéologique *de facto* auxiliaire de la philologie.

Torii mena quant à lui une pratique de terrain plus paradoxale. Bénéficiant de la collaboration active de l'armée sur les terrains coloniaux et les territoires occupés, connaissance personnelle du gouverneur

16. Le *hangŭl* 韓契 fut promu par le Club de l'Indépendance (Tongnip hyōphoe 獨立協會) au milieu des années 1890, lorsque celui-ci publia le *Tongnip sinmun* 독립신문 (Journal de l'Indépendance) uniquement en alphabet national. Mais il ne s'imposa dans les publications savantes de Corée du Sud que dans les années 1970.

17. Sekino n'emploie pas de concept unifié pour désigner le patrimoine mais évoque « la culture coréenne » (*Chōsen bunka* 朝鮮文化), celle-ci se déclinant en « objets » (*ibutsu* 遺物), en « vestiges historiques » (*shiseki* 史蹟) ou en « objets architecturaux » (*kenchikuteki ibutsu* 建築的遺物). Le mot de « biens culturels » (*bunkazai* 文化財) pour désigner le patrimoine apparaît chez Fujita Ryōsaku, mais une analyse sémantique précise serait nécessaire.

18. C'est le cas aussi en France pour Yanagi. Voir le numéro thématique de *Cipango* qui lui a été consacré (Butel & Marquet 2009). Yanagi est connu en Corée pour sa promotion des arts populaires, et pour avoir défendu la porte Kwanghwa 光化門 du palais Kyōngbok, lorsque le gouvernement général projeta de la détruire dans le cadre de la construction du palais du gouverneur.

Terauchi, défenseur du régime colonial en Corée après le soulèvement du 1^{er} mars 1919 (Nanta 2010), Torii est le seul à avoir mené une vaste reconnaissance de terrain de la péninsule pour ce qui est des temps préhistoriques. L'archéologie préhistorique ne concernait évidemment pas la protohistoire qui, par définition, était elle rapportée par les textes ultérieurs. Si Torii se rendit six fois en Corée entre 1911 et 1916, son travail sur la péninsule n'eut pourtant pas de postérité.

Les travaux de Sekino et de Torii débouchèrent sur des rapports, pratique qui allait devenir systématique après 1916. Sekino, dont l'activité du début du siècle est centrale pour comprendre les débuts de l'archéologie japonaise dans la péninsule, publia en 1904 un *Rapport d'enquête sur l'architecture de Corée*, alors appelée Kankoku 韓國 (Tōkyō teikoku daigaku 1904), suivi de l'ouvrage *Chōsen geijutsu no kenkyū* 朝鮮藝術之研究 (Études des arts de la Corée) en 1910 (Sekino 1910), ainsi que de nombreuses publications en revues. Les travaux de Torii sur la Corée seront rendus publics en 1917, notamment dans son *Rapport de recherche sur les vestiges antiques de P'yŏng'an namdo et de Hwanghaedo*, à propos des sites préhistoriques de cette région surtout fouillés pour la commanderie de Lelang (Torii 1917). Entre-temps, la Corée était devenue Chōsen, nom renvoyant désormais à la péninsule en suivant une représentation non plus politique mais géographique du pays.

2. Institutionnalisation de la recherche et savoirs coloniaux : 1915-1924

La recherche conduite en Corée allait changer d'ampleur au moment de la première guerre mondiale et allait être institutionnalisée par le gouvernement général. Ce fut d'ailleurs au même moment, en 1915, que débuta la construction du palais du gouverneur.

Le mouvement d'institutionnalisation

Une deuxième période peut être définie de 1915 à 1924 en tant que phase d'institutionnalisation de la recherche. Ainsi des chercheurs spécialisés sur la Corée apparurent-ils du fait du régime colonial, à la fin du mandat de Terauchi (passionné par la Corée ancienne) et lors du premier mandat de

Saitō Makoto 齋藤實 (1858-1936) entre 1919 et 1927¹⁹. Mais la mise en place d'institutions dédiées à la recherche fut précédée par un mouvement d'intégration des structures et des organisations privées qui avaient été mises en place par les résidents coloniaux, ainsi que des ressources documentaires coréennes. La même logique présidera lors de la création des musées.

L'institutionnalisation de la recherche fut possible grâce aux travaux en histoire de l'architecture et en philologie, puis en archéologie, conduits en amont, mais aussi parce que le pouvoir japonais avait rassemblé les documents coréens. Dès 1907, du temps du protectorat, le pouvoir colonial avait pris le contrôle des archives du fonds de la Bibliothèque royale Kyujanggak 奎章閣. Celles-ci passèrent sous le contrôle du bureau des Affaires sociales et éducatives (Gakumu-ka 學務課) du Résident général²⁰. Ce bureau allait plus ou moins gérer les organisations que nous allons maintenant passer en revue.

La création du musée du gouvernement général de Corée (Chōsen Sōtokufu hakubutsukan 朝鮮總督府博物館) en 1915 constitue un tournant. Ayukai y entra l'année suivante. Ce musée n'était pas une structure généraliste, mais un musée dédié à l'archéologie et à l'histoire de la Corée, en outre chargé d'une mission de fouilles et de restauration. La Commission d'étude des vestiges antiques de Corée (Chōsen koseki chōsa iinkai 朝鮮古蹟調査委員會, transformée en Chōsen koseki kenkyūkai 朝鮮古蹟研究會 en 1931), fut créée l'année suivante, en même temps qu'était promulgué un Règlement pour la conservation des vestiges antiques et objets de Corée (*Koseki oyobi ibutsu hozon kisoku* 古蹟及遺物保存規則), révisé en 1933. Celui-ci précédait la loi qui aurait cours en métropole à partir de 1919,

19. Saitō fut une seconde fois gouverneur général de Corée entre 1929 et 1931, Premier ministre de 1932 à 1934 et plusieurs fois ministre. Il connut un destin similaire à celui de son contemporain Paul Doumer (1857-1932) et mourut assassiné par un activiste en 1936.

20. L'annexe de Kanghwa du même Kyujanggak avait été pillée par un corps expéditionnaire français en 1866, ce qui conduisit à un différend entre la France et la Corée du Sud. Lors de la nouvelle polémique de 2007-2010, la BNF et son président Bruno Racine, appuyés par l'AGCCPF, défendirent la « légalité » des collections ainsi obtenues. Le Président de la République Nicolas Sarkozy trancha en faveur de la Corée du Sud. Voir par ex. Michel Guerrin, « Inquiétude après le départ des manuscrits coréens », *Le Monde*, 25 novembre 2010.

et il occupe donc une place particulière au sein de l'histoire japonaise de la protection du patrimoine depuis l'ère Meiji (Demoule & Souyri 2008, Inada 2014). Compte tenu du chevauchement de leurs missions, la question de la relation entre le musée et la commission est complexe. Suivit la Commission pour la compilation de l'histoire de la Corée (Chōsen-shi hensan iinkai 朝鮮史編纂委員會, renommée Chōsen-shi henshūkai 朝鮮史編修會 en juin 1925), qui s'intègre à cet ensemble. Enfin, l'université impériale de Keijō (Keijō teikoku daigaku 京城帝國大學), intégrée au système métropolitain d'enseignement supérieur, fut créée en 1924-1926 (Yi 1980, Chōng 2002)²¹. L'université différait des institutions antérieures du fait de sa mission d'enseignement et de la grande variété des thèmes de recherche développés, qui débordaient la Corée. Mais l'on y retrouve archéologues et historiens, et c'est l'université qui devait récupérer en 1930 le fonds du Kyujanggak.

Enfin, des sociétés savantes historiennes et archéologiques gravitaient autour des grandes institutions : la Chōsen-shi gakkai 朝鮮史學會 (Société pour l'histoire de la Corée) ; la Seikyū gakkai 青丘學會 (Société de Ch'ōnggu) ; ainsi que la Shomotsu dōkōkai 書物同好會 (Groupe de recherche sur les manuscrits anciens) qui associait philologues et documentalistes. Ces sociétés rassemblaient les membres des deux commissions, du musée et de l'université, et elles étaient dirigées par des cadres du gouvernement général. Oda Shōgo présida par exemple la Chōsen-shi gakkai.

À la différence de la métropole, ces institutions constituaient une nébuleuse où chaque individu était lié aux autres et où les organisations s'interpénétraient largement. La recherche coloniale fonctionnait en réalité de façon organique. Étudier l'archéologie coloniale en analysant la seule commission ne rendrait pas compte de l'ensemble de l'activité archéologique.

21. Si on évoque souvent au Japon les « sept anciennes universités impériales » d'avant 1945, en réalité il en a existé neuf en comptant celles de Keijō et de Taihoku (Taipei), créée en 1928.

La seule distinction pertinente serait plutôt entre les hommes : ceux de Corée et ceux du réseau de Kyoto²². Ainsi faudrait-il plutôt repérer des missions ou des objectifs, tout en saisissant les institutions et organismes dans leurs imbrications réciproques.

Ce qui nous amène aux institutions archéologiques et aux grandes figures métropolitaines mobilisées en Corée.

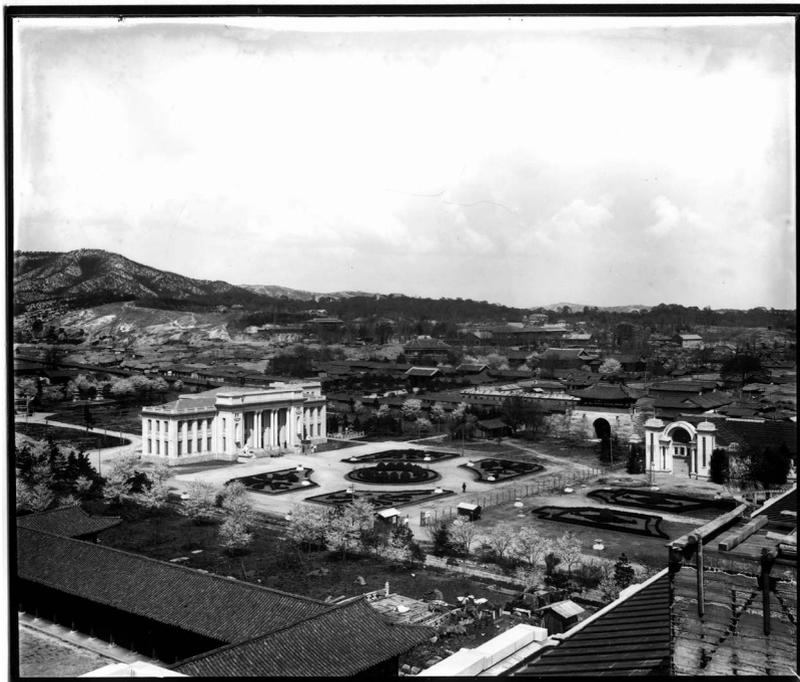


Fig. 1

Vue du musée du gouvernement général de Corée depuis le palais du gouverneur, vers 1930.

(© National Museum of Korea)

22. Le réseau de Kyōto se retrouve en Corée, en Chine et au Manchukuo, dans des structures coloniales comme en Corée ou dans des organisations archéologiques régionales : l'Association asiatique d'archéologie (Tōhō kōkogaku kyōkai 東方考古學協會), fondée en 1926, et la Société d'archéologie d'Asie orientale (Tōa kōko gakkai 東亞考古學會), fondée en 1927 par Hamada Kōsaku et Harada Kiyoto.



Fig. 2
Le musée du gouvernement
général de Corée,
entre-deux-guerres.
(© National Museum of Korea)



Fig. 3
Vue sur les salles du musée.
(© National Museum of Korea)

La commission archéologique de 1916 et les pratiques coloniales

Les missions de la commission archéologique, telles que le gouvernement général les présenta, peuvent être énoncées comme suit. Tout d'abord, l'étude du passé antique de la péninsule, doublé de l'écriture et de la présentation des résultats dans des publications et au travers d'un réseau muséal. Ensuite, comme cela fut mis en exergue de façon continue, la conservation (*hazon* 保存) et la restauration (*shūfuku* 修復) des vestiges, qui allaient être redéfinis comme *biens culturels* (*bunkazai*).

La commission archéologique rassembla de nombreuses personnalités du monde universitaire japonais, de métropole ou de la péninsule. Le milieu universitaire de la péninsule allait se renforcer dans les années 1920 du fait de l'institutionnalisation de la recherche. Si quelques historiens coréens, comptés depuis comme soutiens du colonialisme²³, participèrent aux travaux en histoire antique, ils n'étaient néanmoins que peu impliqués dans la démarche de terrain des Japonais. La composition de la commission archéologique mériterait une analyse détaillée, année après année, ce que nous ne pouvons faire dans le cadre de la présente contribution. Mentionnons toutefois les noms de Sekino, Imanishi ou Torii, déjà évoqués, ainsi que ceux de Yatsui Seiichi 谷井濟一 (collaborateur de Sekino), de Hamada Kōsaku 濱田耕作 (1881-1938)²⁴ et d'Umehara Sueji 梅原末治 (1893-1983) du laboratoire d'archéologie de l'université impériale de Kyoto. Relevons également les noms d'Oda Shōgo, entré au gouvernement général au moment de l'annexion, de Harada Kiyoto 原田淑人 (1885-1974), considéré comme le fondateur de « l'archéologie orientaliste » japonaise, ou encore le nom de l'historien de la Corée et de la Chine Ikeuchi Hiroshi 池内宏 (1878-1952). Terminons par les noms du

23. Nous pensons ici au gros *Dictionnaire des collaborateurs pro-japonais* publié en 2009 par l'Institut de recherche sur la question nationale, à Séoul (Minjok munje yōngū-so 2009), afin d'éclaircir de façon définitive ces « listes », souvent évoquées après 1948 mais en réalité mal cernées.

24. Hamada (1881-1938) était le titulaire de la chaire d'archéologie de l'université impériale de Kyoto depuis 1916. Important nom dans l'histoire de l'art et de l'archéologie japonaises, traducteur d'Oscar Montélius, il deviendra président de son université en 1937. Sur l'université impériale de Kyoto et les institutions de métropole, voir Nanta (2004 : 25-30).

célèbre historien et archéologue Kuroita Katsumi 黒板勝美 (1874-1946) et de Fujita Ryōsaku 藤田亮策 (1892-1960).

Ces deux derniers personnages méritent une attention toute particulière. Parallèlement à son travail en Corée, Kuroita fut aussi une figure centrale de l'historiographie métropolitaine²⁵. S'il est connu pour ses contributions à l'étude des manuscrits anciens et à la mise en place de politiques japonaises de protection du patrimoine, il fut aussi un pilier des commissions archéologique et historique de Corée²⁶. Son influence fut centrale sur les travaux coloniaux portant sur l'Antiquité coréenne. Quant à Fujita Ryōsaku, qui dirigea le musée à Keijō de 1922 jusqu'à 1941²⁷, il fut professeur sur l'une des deux chaires d'histoire coréenne à l'université à partir de 1932 où il enseigna l'archéologie²⁸, et il publia de nombreux articles et ouvrages parallèlement aux publications des deux commissions.

Avant de présenter le contenu de cette archéologie dans la partie suivante, trois remarques peuvent d'ores et déjà être faites quant à son cadre et à son arrière-plan.

Les deux commissions et le réseau muséal fondés à partir de 1915 élaborèrent un savoir colonial qui avait pour effet d'apporter prestige et lettres de noblesse à la domination japonaise. Benedict Anderson a souligné, à propos de l'Indochine française et de l'Inde britannique, comment le fait même d'élaborer un discours sur le passé « indigène » servit à mettre en exergue l'efficacité du pouvoir colonial dans la prise en charge d'une protection patrimoniale que le colonisé, « inapte », n'avait su réaliser. En ce sens, les savoirs archéologiques et historiographiques, quel que fut leur contenu,

25. Kuroita était en poste depuis 1901 au Shiryō hensanjo 史料編纂所, l'Institut de compilation des sources historiques japonaises de l'université impériale de Tokyo. Il y devint chargé de compilation (*shiryō hensan-kan* 史料編纂官) en 1905, tandis qu'il obtenait un doctorat en histoire. Il devint professeur à cette université en 1919.

26. Kuroita s'appuyait, au sein de la commission historique, sur de célèbres sinologues japonais tel Naitō Konan 内藤湖南 (1866-1934).

27. Le musée n'avait pas un directeur (*kanchō* 館長) mais un conservateur en chef (littéralement un « chargé de mission » : *shunin* 主任), qui devait être un membre du Gakumu-ka (Ōide 2012 : 7).

28. Fujita était maître de conférences à l'université depuis 1926. La faculté de Droit et de Lettres de l'université comptait deux chaires d'histoire coréenne. Celles-ci furent d'abord occupées par Oda et Imanishi, puis par Fujita et Suematsu Yasukazu, évoqué plus bas.

alimentaient un « paternalisme colonial » par le simple fait d'être produit et de monopoliser par en haut le discours sur le passé du peuple dominé (Anderson 1996 : 181-186). Si la question des musées coloniaux regarde certes l'histoire de la muséographie, elle est naturellement liée à la question de la représentation de la domination coloniale, à sa mise en scène par le colonisateur.

La question du pillage et des collections privés se pose dès la décennie 1910. Si ce problème n'est pas essentiellement lié à la colonisation, il a néanmoins été exacerbé par le contexte colonial²⁹. Dans le cas coréen, les archéologues eux-mêmes évoquent des heurts entre savants et résidents japonais qui pratiquent des fouilles sauvages, tel à Kyōngju en 1923 (Chōsen sōtoku-fu 1917-1940, vol. 1924, Umehara 1973). Les pillages sont évoqués dans les rapports du gouvernement général, ainsi que dans l'historiographie d'après 1945 (Yi 1973). En outre, poser la question du pillage revient à poser celle du marché de l'art (Flutsch & Fontannaz 2010) : l'activité des pilleurs était possible grâce à un réseau actif de marchands d'art et d'antiquaires japonais (et/ou vendant aux Japonais). De telles boutiques existaient aux ports de Pusan et d'Inch'ŏn, ou dans les grandes villes à Taegu 大邱, Séoul, Kaesŏng 開城 et P'yōngyang depuis 1884. Les pilleurs et le réseau antiquaire exercèrent une action destructrice sur un nombre considérable de sites (les estimations des archéologues japonais montent selon les régions à 85 % des sites répertoriés). Sekino, qui est présent sur les fouilles à Lelang entre 1916 et 1923, était dans l'obligation de consulter les « collections » privées des coloniaux pour pouvoir étudier les miroirs Han. Ces collections servirent même pour certaines photographies de l'ouvrage *Chōsen koseki zufu* présenté plus bas.

Enfin, évoquons la question des budgets. Une analyse de ces derniers permet de mieux saisir l'importance de l'œuvre archéologique. Comme le montrent les annuaires statistiques du gouvernement général publiés entre 1911 et 1940, la dotation accordée aux deux commissions ne représente que peu de chose rapporté au budget total du gouvernement général. En 1936, sur des dépenses annuelles de quelque 200 millions de yens (quelque

29. Le cas du Cambodge est bien connu. Voir aussi, en français dans ce numéro, Fujihara (2015) sur les échanges d'objets d'art entre l'Indochine française et le Japon impérial.

5 milliards d'euros actuels), la Commission pour la compilation de l'histoire de la Corée représente à peine 80 000 yens (Grajdanzev 1944 : 217-222), et l'on peine à identifier le budget précis des fouilles archéologiques, qu'il faut aller rechercher d'une part dans des « aides » diverses, d'autre part dans le budget des musées (*cf.* partie 3). L'historienne Yi Sunja fournit le chiffre de 30 à 40 000 yens annuels pour les fouilles (de 774 000 à 1 032 000 euros actuels) pour les années 1918-1933 (Yi 2009 : 201-202). À titre de comparaison, l'université impériale de Keijō pesait annuellement quelque 2 millions de yens dans le budget du gouvernement général dans les années trente. Ces chiffres, pour la commission archéologique, comprenaient en outre des financements directs de la part des universités impériales de métropole.

L'idée de conservation du patrimoine coréen était un objectif bien réel, mais également une formule rhétorique accompagnant la domination. La protection des biens culturels ne pouvait être qu'une éternelle aspiration, un objectif jamais atteint mais sans cesse réaffirmé. La présence japonaise ne pouvait pas, ayant un jour atteint ses objectifs, devenir inutile³⁰.

3. Des fouilles programmées aux musées régionaux

Les programmes de fouilles archéologiques

Des programmes quinquennaux de fouilles thématiques furent menés à partir de 1916, dès la mise en place de la commission archéologique. Ils prirent pour objectifs successifs telle région ou telle période précise, ce qui revenait à peu près au même, compte tenu de la périodisation de l'histoire coréenne que les Japonais avaient établie en considérant à chaque période un royaume hégémonique. La majeure partie des terrains conduits en Corée était constituée de fouilles programmées. Des fouilles qu'on pourrait dire « d'urgence », vu d'aujourd'hui, furent également organisées, dans le cadre du développement urbanistique ou de divers travaux de construction.

30. Le régime colonial soutint *in fine* la promotion de la culture coréenne après le mouvement du 1^{er} mars 1919, avec la « politique culturelle » (*bunka seiji* 文化政治) des années vingt, afin de scinder les nationalistes coréens entre gradualistes, ralliés au régime et indépendantistes armés.

Les thèmes, sites et résultats de ces fouilles ont été présentés dans seize rapports de fouilles, de taille variable, publiés quasi annuellement entre 1917 (pour l'exercice 1916) et 1940 (pour l'exercice 1938). Une autre série de sept rapports fut publiée en parallèle à la série normale et concernait des fouilles spécifiques (*tokubetsu chōsa* 特別調査), qui virent une concentration des efforts et des équipes sur tel site ou vestige particulier.

Le premier programme quinquennal poursuivit le travail de Sekino sur l'architecture ancienne, qui était resté inachevé, tout en se portant sous sa co-direction vers les quatre commanderies Han. Celles-ci sont connues en chinois sous le nom *Han si jun* 漢四郡, terme renvoyant à l'occupation du nord de la péninsule coréenne et du sud de la Mandchourie durant la dynastie des Han antérieurs. De ces quatre commanderies, celle de Lelang fut fouillée de façon répétée dès les travaux de Sekino, et se vit conférer une importance centrale comme début de « l'histoire de la péninsule ». Lelang fut au total l'objet de trois vagues de fouilles, sous la direction de Sekino (dans les années 1910, puis dans les années 1920), puis sous celle de Fujita (dans les années 1930).

La région de Kyōngju fut elle aussi fouillée de façon répétée. Au-delà des vestiges de forteresses, les tertres maçonnés en particulier (qu'on estima d'abord n'exister qu'au nord de la péninsule³¹) furent étudiés par Hamada, Umehara et Koizumi Akiō 小泉顯夫 (1897-1993) en 1922 puis 1924, suite à une découverte marquante due à des travaux de construction. Ces mêmes sites furent ensuite étudiés par Arimitsu Kyōichi 有光教一 (1907-2011) en 1931, suivi de Kayamoto Kamejirō 榎本龜治郎 (1901-1970) en 1932 et de Saitō Tadashi 齋藤忠 (1908-2013) en 1934. La présence de jeunes chercheurs tels Saitō ou Arimitsu – conservateur en chef du musée entre 1941 et 1945 – montre que la commission formait des archéologues³². Enfin, Fujita y co-dirigea d'ultimes fouilles, plus détaillées, entre 1936 et 1938.

31. Sekino, qui s'était originellement concentré sur le nord de la péninsule, et Torii, qui l'avait plus largement parcourue, s'opposèrent sur ce point dans la décennie 1910. Sekino soutint d'abord l'idée que les tertres maçonnés, traces de Lelang ou de Koguryō, n'auraient été présents qu'au nord, puis il dut revoir son jugement.

32. Diplômé du laboratoire d'archéologie de l'université impériale de Kyoto, Arimitsu en fut le troisième responsable après Umehara à partir de 1957.



Fig. 4

Fouilles à Kyōngju, tertre Shokuri (Singni) 飾履塚, dirigées par Umehara Sueji et Koizumi Akio, 1924.

(© National Museum of Korea)



Fig. 5

Fouilles à Kyōngju, tertre Kinrei (Kūmnyōng) 金鈴塚, dirigées par Umehara et Koizumi, 1924.

(© National Museum of Korea)

Les musées historiques et archéologiques

Dès les premiers programmes de recherche, les objets découverts lors des fouilles furent confiés à cinq musées (*hakubutsukan* 博物館) spécialement créés aux niveaux central et local.

Le musée du gouvernement général de Corée (ci-après : MGGK) fut créé en 1915, d'abord pour accueillir les objets rassemblés par Sekino et Torii³³. Il avait une double nature puisque, outre les expositions, « le musée était aussi chargé de mener des fouilles et des enquêtes sur les vestiges, d'y pratiquer des travaux de restauration³⁴ et de les enregistrer, tout en menant une activité de classement des objets enfouis [*maizōbutsu* 埋藏物] ; il était ainsi l'organe central concernant les biens culturels anciens [*ko-bunkazai* 古文化財] » de Corée (Fujita 1953 : 75). Ces deux objectifs³⁵ apparaissent dans la répartition des différents postes de son budget. En moyenne, son budget annuel dans les décennies 1920 et 1930 se situait entre 30 et 50 000 yens (soit entre 774 000 et 1 290 000 euros), ce qui était considéré comme une dotation faible à l'époque (Fujita 1951 : 260). D'autant plus que, outre un personnel d'environ quatre-vingt personnes (dont cinquante-six conservateurs et employés), ce chiffre incluait le financement du gros ouvrage *Chōsen koseki zūfu* (cf. partie 4). Doté par exemple de 33 300 à 35 784 yens pour les années 1921 à 1923 (riches en fouilles à Lelang et Kyōngju), le MGGK utilisait théoriquement 50 % de cette somme pour l'achat d'objets et leur conservation ou pour les installations internes au bâtiment. Mais la majeure partie des objets exposés provenant de fouilles ou de dons, le musée dépensait quelque 5 000 yens par an pour ses achats et il était donc intrinsèquement dépendant de l'activité de fouilles³⁶.

33. Une autre origine du bâtiment est à rechercher dans l'« Exposition de promotion des produits de Corée pour la commémoration de cinq années de gouvernement » (*Shisei go-nen kinen Chōsen bussan kyōshinkai* 始政五年記念朝鮮物産共進會) de 1915, qui eut un rôle important dans sa construction (Arai 2012 : 58-63).

34. Tous les types de vestiges étaient concernés : temples, pagodes, murs de forteresse, stèles, tertres.

35. On pourrait peut-être voir là une particularité liée au terrain colonial, mais les musées italiens de la même période associaient eux aussi ces deux dimensions, quoique dans des contextes différents.

36. Par ailleurs, ces chiffres ne peuvent être correctement appréciés que s'ils sont ramenés au coût de la vie et à celui du travail en Corée, qui étaient inférieurs à ceux de métropole.

Alors que le MGGK était théoriquement l'organe central de l'archéologie dans la péninsule et qu'originellement seuls ses membres auraient dû pouvoir effectuer des fouilles, il eut d'emblée partie liée avec la commission archéologique (de même niveau que le musée face au gouverneur) puisqu'il n'avait ni le personnel ni le budget suffisant pour conduire les fouilles dont dépendaient ses collections.

Le MGGK était installé dans l'enceinte du palais Kyōngbok, aux côtés du palais du gouvernement général. Il prenait la suite du musée impérial de Corée (Chesil pangmungwan 帝室博物館, fondé en 1908), musée d'art qui suivait une muséographie calquée sur celle des musées européens, américains ou japonais du XIX^e siècle³⁷. Par la suite, plusieurs projets d'agrandissement ou de construction d'un nouveau bâtiment du MGGK, tel le projet d'un musée général en 1935, toujours situé dans le palais Kyōngbok, furent proposés sans jamais être concrétisés. Occupant deux étages pour un total de six salles, il présentait les objets dans une cinquantaine de vitrines, selon un classement chronologique qui suivait les grands découpages de l'histoire coréenne. La collection constituée après 1915 comptait 8 400 items en 1921, 12 329 en 1930, puis 14 157 en 1938 (Yi 2009 : 321-351). Fujita rapporte :

La majeure partie des objets exposés était constituée de laques, de bronzes ou de jades de Lelang, des couronnes en or et des parures de Silla, objets provenant tous de fouilles scientifiques, qui étaient exposés comme items représentatifs de telle période (Fujita 1951 : 259).

Le MGGK se vit adjoindre le musée de P'yōngyang (Heijō furitsu hakubutsukan 平壤府立博物館) – situé dans l'ancienne capitale du royaume de Koguryō, qui est également à proximité de Lelang – et le musée de Kaesōng (Kaijō furitsu hakubutsukan 開城府立博物館) – l'ancienne capitale du royaume de Koryō. Ces deux musées furent d'abord créés au niveau local : le premier dérivait du Heijō furitsu hoshōkai chinretsukan 平壤府立保勝會陳列館 et le second, de la Kaijō hoshōkai 開城保勝會.

37. Ce musée était situé dans le palais Ch'anggyōng. Ses collections d'art furent déplacées en 1938 vers un nouveau musée dans l'enceinte du Tōksu'gung, le musée d'Art de la famille royale Yi (Ri ōke bijutsukan 李王家美術館), qui est aujourd'hui toujours en fonction.

Des annexes (*bunkan* 分館) du MGGK furent construites dans deux autres lieux : à Puyō 扶余 – à proximité du lieu de la dernière capitale du royaume de Paekche³⁸ – et à Kyōngju – l'ancienne capitale du royaume de Silla. Enfin, ce réseau muséal était complété par des pavillons d'exposition (*chinretsu-kan* 陳列館) situés dans les villes n'ayant pas de lien avec les fouilles et les découvertes, telles Pusan, Taegu, Kongju 公州 ou Na'nam 羅南. Outre la gestion des collections, les musées avaient une mission de restauration et de conservation des vestiges locaux. Ces sites et vestiges se virent intégrés dans un parcours culturel régional, l'ensemble étant pensé en bloc avec les objets exposés.

Parallèlement, dès avant 1916, des initiatives spontanées telles les *honzonkai* 保存會 (comités pour la conservation) voyaient le jour sous l'impulsion des résidents coloniaux. Ces comités organisaient des expositions d'objets quels que soient leur mode d'acquisition. Ces collections se virent ensuite intégrées au réseau officiel, comme le montre l'exemple de Kyōngju³⁹. L'Annexe du musée du gouvernement général de Kyōngju (Chōsen sōtokufu hakubutsukan Keishū bunkan 朝鮮總督府博物館慶州分館) fut fondée en 1926. Pièce centrale du dispositif muséal pour le sud-est de la péninsule, elle abritait des objets issus des fouilles répétées sur les vestiges de Silla, notamment les couronnes en or découvertes lors des fouilles conduites en 1921 et 1924 par Umehara Sueji aux tertres éponymes (Kinkan-zuka / Kūmgwan-ch'ong 金冠塚). L'actuel musée national de Kyōngju (Kungnip Kyōngju pangmungwan 국립경주박물관) tire ses origines de ce musée⁴⁰. L'évolution de cette institution fournit une illustration intéressante de l'élaboration de ces institutions régionales. Le bâtiment originel, qui n'est plus utilisé aujourd'hui, était présenté comme « de style traditionnel » en 1926 : ancien bâtiment officiel coréen, celui-ci avait été occupé par la Keishū iseki honzonkai

38. Ne pas confondre ce toponyme avec le peuple protohistorique du même nom, qui habita au nord de la péninsule.

39. L'insistance de Fujita sur le fait que le musée abritait des objets issus de fouilles officielles n'est pas anodine. Cette assertion mériterait d'être vérifiée. Le processus de « légalisation » de certaines collections para-officielles de province, tel à Kyōngju, pose problème.

40. Umehara date la création du musée de Kyōngju de 1923. Le musée se date lui-même de 1926. http://gyeongju.museum.go.kr/html/kr/about/about_0603.html

慶州遺蹟保存會 (Société pour la conservation des vestiges de Kyōngju) en 1913, avant d'être réquisitionné par le gouvernement général en 1926.

Enfin, si les pièces exposées en musée circulaient au sein du réseau officiel, entre Keijō et les institutions régionales, les expositions étaient loin de présenter l'intégralité des corpus connus, car nombre de pièces importantes, tel à Lelang, figuraient dans des collections privées.

La direction des travaux de la commission fut transférée en 1931 à la toute nouvelle « Société d'étude des vestiges antiques de Corée ». Cette décision semble avoir été motivée par des raisons budgétaires. Une autre explication serait peut-être à rechercher dans les doutes du gouvernement général quant à l'utilité des travaux archéologiques dans le cadre de sa propre politique (Yi 2009 : 208-209). La question des sources des financements utilisés après 1931 demeure ouverte. En effet, si Kuroita put faire appel par exemple au secteur privé, le poids de l'université impériale de Tokyo (rattachement principal de Kuroita) augmenta de même, et il est donc difficile de voir là une « privatisation » systématique des fouilles.

4. Le passé réécrit (décennies 1920-1930)

Les musées et les expositions évoqués plus haut constituent les valorisations les plus évidentes de l'archéologie coloniale. Mais la recherche se concrétisa surtout via de nombreuses publications, qui peuvent être abordées selon trois groupes : 1) les travaux officiels issus des commissions ; 2) les travaux menés en dehors des commissions, ainsi que ceux de métropole ; 3) enfin, les travaux produits par les Coréens, notamment ceux de la résistance, en parallèle aux travaux japonais.

Les publications des commissions

Les principales publications officielles sont composées de plusieurs séries. Il s'agit des rapports de fouilles déjà évoqués, du gros ouvrage *Chōsen koseki zufu* 朝鮮古蹟圖譜 (Compilation illustrée sur les vestiges antiques de Corée), qui présente la collection du musée et des collections privées, et de l'ouvrage *Chōsen-shi* 朝鮮史 (Histoire de la Corée), *opus magnum* de la commission historique.

Le *Chōsen koseki zufu* a été publié en japonais et en anglais entre 1915 et 1935, dans une luxueuse édition comportant de nombreuses photographies.

L'ouvrage ne présente néanmoins pas de questionnement historique, mais relevait d'une histoire de l'art sous une forme évoquant l'inventaire patrimonial. Cette publication s'inscrivait dans une logique de mise en valeur évidente du passé national coréen, laquelle servait à raffermir la position du colonisateur. On pourra s'étonner de l'accent qui sera mis ultérieurement sur cette publication, en tant que « grande œuvre archéologique coloniale », alors qu'au moment de sa publication presque aucune véritable fouille de terrain n'avait encore eu lieu.

Sur les quinze volumes de la série, les cinq portant sur Lelang et la période des Trois Royaumes furent publiés entre 1915 et 1917, soit bel et bien avant l'achèvement du premier quinquennal⁴¹. Ainsi, au regard de la chronologie de publication de ce grand ouvrage, on voit bien que la présentation du patrimoine archéologique et architectural coréen qui y est faite n'a que peu de rapport avec la réalisation des fouilles. La composition de l'ouvrage montre l'intérêt porté à l'histoire ancienne, le poids de l'histoire architecturale et de l'histoire de l'art, ainsi que la prédominance d'une vision prédéfinie de l'histoire coréenne (élaborée avant même le temps du protectorat).

Le *Chōsen koseki zufu* fut distribué à nombre d'institutions occidentales (dont le musée Guimet) et japonaises, qu'il influença fortement. L'ouvrage allait ainsi en venir à constituer en quelque sorte l'alpha et l'oméga de toute démarche historique souhaitant évoquer la Corée ancienne. Preuve que l'ouvrage était destiné à faire la publicité du projet archéologique colonial : Fujita se désolait de ne pouvoir le consulter en Corée (Nishikawa 1970 : 112). L'ouvrage était encore cité en 1961 comme source d'informations incontournable, aux côtés de l'*History of Korean Art* d'Andreas Eckardt (Eckardt 1929), dans *L'Histoire de l'art* de La Pléiade, volume sur le « monde non-chrétien » (Buhot 1961). L'ensemble des termes et toponymes coréens sont mentionnés en lectures sino-japonaises chez Eckardt comme chez Buhot, ce qui souligne la dimension alors incontournable de la médiation japonaise⁴².

41. Les quatre volumes suivants, publiés entre 1918 et 1929, concernent Koryō. Les six derniers, publiés entre 1930 et 1935, portent sur la période Chosŏn.

42. L'ouvrage d'Eckardt, essentiel, mériterait une présentation. Il était néanmoins isolé au sein des études en langue occidentale d'alors, qui n'ont produit aucun corpus sur

Certains rapports de fouilles, en revanche, parmi les plus tardifs, constituent de vrais ouvrages analytiques. Ce sont des publications qui, en effet, forment de grandes synthèses et se construisent sur l'avancée de la recherche. Par exemple, le rapport spécial (*tokubetsu chōsa hōkoku* 特別調査報告) publié en 1929 et 1930 sous la direction de Sekino et de Yatsui, en deux fascicules, présente l'ensemble des résultats archéologiques de terrain depuis 1915 sur le royaume de Koguryō. Ce type d'ouvrage était publié à 500 exemplaires.

Les objectifs de la commission historique étaient de centraliser les sources et les documents, et de compiler une histoire officielle de la colonie. La cheville ouvrière de ce travail fut Kuroita, comme le montre sa place prééminente dans les minutes des débats de la commission. Ce travail historique déboucha sur deux séries. Tout d'abord, le *Chōsen-shi kōza* 朝鮮史講座 (Cours d'histoire de la Corée), en trois volumes publiés en 1924 par la société savante Chōsen-shi gakkai, société semi-officielle déjà évoquée⁴³. Puis, entre 1932 et 1938, la série *Chōsen-shi* (Histoire de la Corée), en trente-cinq volumes pour un total de 24 000 pages⁴⁴. La moitié de l'ouvrage *Histoire de la Corée* portait sur la Corée protohistorique, sur les commanderies de Lelang et de Daifang, et sur la période des Trois Royaumes. Au sein de cette dernière, l'époque où le royaume de Silla unifia la péninsule a pu être considérée comme un moment de splendeur de la Corée antique, avant la longue « stagnation » qui devait suivre.

l'histoire ancienne ou sur le patrimoine de Corée. Lui-même s'appuyait sur le *Chōsen koseki zufu*.

43. Les professeurs coréens Hong Hŭi 洪熹 (1884-1935) et Yi Nŭnghwa 李能和 (1869-1943) participèrent à ce travail. Leurs chapitres, respectivement sur l'histoire de l'art et sur l'histoire du bouddhisme, étaient en coréen dans le texte avec traduction japonaise en *furigana* pour les parties en *hangŭl*.

44. Si la question de l'histoire coréenne avait toujours été présente au Japon, dès avant 1910, ces ouvrages relevaient d'une dynamique différente de celle des textes colonialistes du début du siècle : ils considéraient davantage les périodes moderne et coloniale, et tentaient moins de justifier la domination (Nanta 2012 : 87-89).

Au-delà des commissions : l'université impériale et le Service de documentation

Le corpus des publications archéologiques et antiquisantes s'étend bien au-delà de ces ouvrages marquants, du fait de la grande mobilité de personnels qui eut lieu entre la Corée et la métropole. En outre, les problématiques et les travaux des chercheurs se recoupaient et se complétaient grâce à l'université impériale qui constituait un arrière-plan des commissions. Le travail effectué par ces dernières et par le musée⁴⁵ doit ainsi être rapporté à celui de l'université et du gouvernement général lui-même, ainsi qu'aux publications en revue et aux ouvrages parus chez des éditeurs publics ou privés de métropole.

Comme on l'a noté, l'archéologie coloniale étant protohistorique et antique, tandis que l'activité historique coloniale relevait de l'histoire antique et de l'histoire de l'art, elles ne furent jamais hermétiques l'une à l'autre (comme le montrent les cas de Kuroita ou de Fujita). Les travaux des linguistes et des philologues, dont la contribution fut essentielle afin de clarifier les textes traités par les antiquisants, doivent être considérés ensemble⁴⁶.

Par ailleurs, les travaux archivistiques et documentalistes, qui dérivèrent de l'objectif de centralisation des documents entrepris dès 1906⁴⁷, ont une importance tout à fait centrale au sein des pratiques savantes coloniales, notamment les bibliographies et synthèses documentaires réalisées pour le gouvernement général. Pour l'histoire ancienne, les grandes bibliographies établies par l'antiquisant Suematsu Yasukazu 末松保和 (1904-1992), professeur titulaire de l'une des deux chaires d'histoire coréenne à l'université

45. Par ailleurs, le musée avait une publication, *Hakubutsukan chinretsu-hin zukan* 博物館陳列品圖鑑, qui présentait ses collections, série comprenant dix-sept fascicules. Il existait aussi un bulletin des musées, le *Sōtokufu hakubutsukan-hō* 總督府博物館報 (cinq volumes), et des guides de présentation du MGGK et des annexes de Kyōngju et Puyō.

46. La synthèse posthume d'Imanishi publiée en 1937 déconstruit le mythe fondateur du souverain Tan'gun et acheva de saper les bases de l'idée d'une Corée ayant existé antérieurement à la domination Han du temps de la commanderie de Lelang. Ses travaux sur la protohistoire, associant anthropologie et philologie, validaient ainsi les conclusions des enquêtes archéologiques (Pai 2000).

47. Prendre le contrôle des archives coréennes fut en effet, avec l'enquête sur les codes et le droit coutumier, l'un des premiers objectifs de l'Enquête sur les anciennes coutumes et institutions, initiée en 1906.

impériale de Keijō⁴⁸, montrent l'importance de ce type de travail mené à côté de celui des commissions, tout en soulignant à nouveau l'intérêt pour la période des Trois Royaumes et le désintérêt relatif pour les temps ultérieurs. De même, le travail documentaliste de Sakurai Yoshiyuki 櫻井義之 (1904-1989) sur la coréanologie japonaise montre quelle est l'étendue des publications au-delà des deux commissions. Alors responsable des enquêtes au Service des archives⁴⁹, Sakurai compila dès 1941 un ouvrage bibliographique sur les savoirs coréanistes japonais durant l'ère Meiji (Sakurai 1941). À la différence des travaux des deux commissions évoqués précédemment, qui cessèrent d'être jugés pertinents à l'orée de la décennie 1960, les corpus publiés par Suematsu ou les bibliographies dressées par Sakurai demeurent de précieux outils encore de nos jours.

Enfin, de nombreuses publications de métropole touchaient elles aussi à la Corée coloniale. *La Revue d'archéologie* (*Kōkogaku zasshi* 考古學雜誌), à Tokyo, ouvrit toujours ses pages aux travaux conduits dans les terrains coloniaux. Sekino y publia de façon répétée dans les années 1910 (avant la parution des publications du gouvernement général de Corée), et c'est là, et non en Corée, que Hamada publia en 1924 une synthèse sur « Les anciens tertres de Corée » (Hamada 1924). Par ailleurs, la place du réseau de Kyoto oblige à considérer les publications de cette université, dont la tendance colonialiste pouvait être plus prononcée que dans les rapports issus du gouvernement général de Corée⁵⁰.

48. Diplômé en histoire à l'université impériale de Tokyo en 1927, Suematsu entra ensuite à la commission historique du gouvernement général de Corée. Spécialiste d'histoire antique coréenne, il devint maître de conférences à l'université impériale de Keijō en 1927, puis professeur de 1937 à 1945.

49. *Monjo-ka chōsa-gakari shusa* 文書課調査係主査. Sakurai était lui aussi en poste à l'université impériale de Keijō depuis 1928. Il fut directeur de la bibliothèque de l'université de Tōkyō après 1945. Son immense fonds est conservé à l'université Tōkyō keizai 東京経済大学.

50. Hamada identifiait en 1924, et encore en 1935, des traits de « japonité » dans la culture matérielle coréenne, rapprochant les « tertres » japonais et coréens. De son côté, Umehara mit en avant « l'utilité » de l'archéologie coloniale pour l'avancement de l'archéologie japonaise, tout en critiquant la loi de 1874 interdisant toute fouille sur les « tertres impériaux » de métropole (Umehara 1935 : 433-434, Nanta 2007). Voir aussi Oguma (1998).

L'historiographie « autochtoniste » coréenne

Si les savants coréens ne participèrent pas aux travaux archéologiques japonais, certains d'entre eux, parmi les antiquisants, abordèrent l'histoire ancienne de la Corée en s'appuyant sur les sources écrites. Ils méritent donc d'être évoqués parallèlement aux travaux menés par le colonisateur. Ce dernier eut une lourde influence sur la façon dont les Coréens allaient réécrire à leur tour l'histoire de la péninsule. Comme nous l'avons souligné, les fouilles menées par la commission archéologique ne semblent avoir eu qu'un impact finalement limité sur la vision que le colonisateur avait du passé de la péninsule. Par conséquent, les travaux des antiquisants coréens – s'appuyant par nécessité sur les textes – ne sont pas fondamentalement différents des travaux de la muséologie ou des antiquisants japonais. En effet, si ces derniers pouvaient parfois clamer s'appuyer sur les résultats de l'archéologie, ils pliaient surtout leur documentation de façon à la faire entrer dans un cadre qu'ils avaient prédéfini.

Parmi ces antiquisants coréens, on peut évoquer Ch'oe Namsön 崔南善 (1890-1957). Opposant en 1919, finalement rallié à la fin des années vingt, Ch'oe tenta de mettre en évidence une antique aire culturelle coréenne (*bunka-ken* 文化圈). Celle-ci, antérieure à la colonisation chinoise Han, aurait recouvert la moitié de l'Asie orientale, témoignage du rayonnement de la civilisation coréenne. Cette entité ethnico-culturelle, qu'il désignait du nom de Purham 不咸 (ou Parkan), aurait été fondée par le souverain légendaire Tan'gun, source de la civilisation. Ce discours émis dans les années vingt s'inscrit aussi dans la « politique culturelle » japonaise de cette décennie, c'est-à-dire du soutien par le colonisateur à un nationalisme minimaliste (sans revendication indépendantiste). Ch'oe publia une synthèse en langue japonaise en 1927 dans la revue de propagande pro-japonaise *Chōsen oyobi Chōsen minzoku* 朝鮮及朝鮮民族 (Ch'oe 1927), puis il entra l'année suivante dans la commission historique du gouvernement général.

Sin Ch'aeho 申采浩 (1880-1936), tenu pour être le fondateur de l'historiographie nationaliste coréenne (Schmid 2002 : 171-198, 224-236), réfuta l'idée que la colonie de Lelang aurait été localisée sur le sol de la péninsule, dans son ouvrage *Chosŏn sanggo sa* 朝鮮上古史 (Histoire de la Haute

Antiquité coréenne) de 1931⁵¹. Il estimait que Lelang devait être située dans le Liaodong. Sin effectua aussi des reconnaissances archéologiques en Mandchourie, sur les sites de Koguryō. Opposant virulent, capturé lors d'un passage à Taïwan, il devait décéder en prison en 1936. Sa théorie concernant Lelang a été reprise en Corée du Nord dans les années soixante, mais a été rejetée au Sud. Elle est connue au Japon sous le nom *Rakurō-gun zai-Ryōtō setsu* 楽浪郡在遼東説.

Chez Ch'oe comme chez Sin, il s'agissait de « re-coréaniser » les temps antiques, dans un contexte de perte de souveraineté nationale. Il leur fallait réaffirmer l'existence de Tan'gun et projeter un peuple ethniquement homogène dans un passé immémorial, non entaché de présence étrangère (chinoise). La réécriture du passé reflétait donc les enjeux du temps présent, tant chez les Japonais que chez les Coréens. C'est sans doute dans cette élaboration d'une « histoire continuiste » de la Corée, dépassant et intégrant les États et périodes qui s'étaient succédés dans la péninsule, que nous pouvons le mieux saisir l'influence de la période coloniale sur l'écriture d'un passé maintenant « national ». Ch'oe et Sin sont deux figures marquantes de l'historiographie antiquisante coloniale. Leurs écrits montrent déjà quels allaient être les modes d'appréhension du passé qui s'imposeront après 1945.

En guise de conclusion

La Corée coloniale a vu se déployer après 1905 un ensemble systématique d'enquêtes visant à comprendre sa société et son passé. Les reconnaissances de terrain menées par les chercheurs japonais au début du xx^e siècle conduisirent à la mise en place d'une archéologie institutionnalisée à partir de 1916. Celle-ci se concentra sur plusieurs périodes et terrains privilégiés : la commanderie de Lelang et la période des Trois Royaumes. Considérés sous l'aspect des institutions et des structures de recherche, ces travaux, menés jusqu'en 1938, ont connu plusieurs phases et ont concerné au moins deux réseaux imbriqués l'un dans l'autre : celui de Keijō et celui de Kyoto. À une époque où l'archéologie antique, en Europe comme au Japon, était

51. Les historiens Yi Kibaek et Yi Kidong ont naguère dressé un panorama précis de ces modèles coréens et japonais (Yi & Yi 1982 : 66-68).

largement guidée par la philologie, et donc par les anciennes histoires et chroniques, ces fouilles visèrent à confirmer les connaissances « déjà établies » à propos de la commanderie du temps des Han antérieurs ou des capitales des royaumes de Koguryö et de Silla.

Menés en situation coloniale, les travaux japonais se substituèrent aux tentatives coréennes de compréhension du passé de la péninsule, ces dernières n'ayant pu produire de résultats. L'idée de protection des vestiges antiques et du patrimoine a pu être brandie comme un étendard justifiant l'œuvre colonisatrice⁵². En effet, les politiques de protection du patrimoine, que nous n'avons que rapidement évoquées, constituent sans doute le legs le plus évident de la période coloniale. C'est aussi l'aspect le moins strictement colonial de ces politiques, puisque le décret du gouvernement général de 1916 suivait une tendance générale développée en métropole depuis l'ère Meiji (Marquet 1999, Inada 2014 : 44-52).

Si l'archéologie a des origines anciennes, c'est un savoir éminemment moderne, qui eut un rôle central dans la fabrique des nations au XIX^e siècle. Son influence ne fut pas moindre en contexte colonial, de même que ses effets sur l'identité et sur la perception d'un passé maintenant saisi comme national, bien au-delà de l'indépendance de la Corée en 1945. Les travaux du temps colonial ont reçu une appréciation globalement négative chez les historiens sud-coréens et chez une partie des chercheurs japonais. Ceux-ci ont souligné que les travaux archéologiques et historiens coloniaux déformaient l'histoire coréenne (*waegok* 왜곡 / 歪曲) (Kim 1989, Cho 1990, Pak 2004, Yi 2009). Notamment, la mise en exergue d'une « période Lelang » (Fujita 1948) comme début de l'histoire coréenne marquait celle-ci du sceau de la « dépendance » vis-à-vis de l'extérieur (*taritsu-sei* 他律性 / *t'ayulsöng* 타율성)⁵³ : la Corée n'aurait existé, en tant qu'« entité » identifiable, qu'à partir de la domination Han qui aurait fait entrer en quelque sorte une première fois la péninsule dans l'Histoire.

52. On remarquera l'acuité de la question non réglée des demandes de restitutions, qui concerne aussi des objets archéologiques (Munhwajae kwalliguk 1986 : 21-29, Arai 2012).

53 On peut traduire littéralement par « hétéronomie ». Le terme *sadaejüi* 사대주의 / 事大主義 était aussi utilisé par l'historien Sin Ch'aeho, qui l'opposait au concept de *chuch'e* 주체 / 主體 dont on connaît la postérité en Corée du Nord ou au Japon dans les décennies 1950 et 1960 (Oguma 2002, Nanta 2012 : 99).

En outre, la focalisation sur l'Antiquité produisit l'idée d'une « stagnation » (*teitai* 停滞 / *chōngch'e* 정체) de l'histoire coréenne. Enfin, au bout de cette logique, la Corée faisait son entrée dans l'histoire moderne par la domination japonaise. Ces traits ne sont évidemment pas spécifiques des savoirs coloniaux japonais, mais semblent structurer plus largement les discours du colonialisme, comme le montrent d'autres disciplines ou d'autres terrains en Asie orientale et méridionale⁵⁴. On pourrait évoquer l'idée d'une « anhistoricité structurelle » des sociétés colonisées, telle qu'elle a été soulignée à propos du cas français (Dulucq & Zytnicki 2003 : 121).

⁵⁴ Tel par exemple, non pas pour l'archéologie mais pour l'ethnologie, le cas du Maghreb ou de l'Afrique (Sibeud 2002 : 205-214, Rivet 2002 : 57-65), et plus largement au sujet de « l'histoire coloniale » (Dulucq & Zytnicki 2003, Dulucq 2009). L'archéologie coloniale menée en Indochine et celle de Corée japonaise pourraient être comparées. L'archéologie menée en Afrique du Nord suivait par contre des discours différents, car il s'agissait non pas du passé « indigène », mais essentiellement d'archéologie romaine ou carthaginoise, c'est-à-dire portant sur un peuplement différent des populations contemporaines, colonisées. Aussi évoquons-nous ici les discours du colonialisme et non ceux de l'archéologie.

Bibliographie

ANDERSON Benedict 1996 [1993]

L'imaginaire national (éd. augm.), Paris, La Découverte.

ARAI Shin.ichi 荒井信一 2012

Koroniarizumu to bunkazai. Kindai Nihon to Chōsen kara kangaeru コロニアリズムと文化財—近代日本と朝鮮から考える (Les biens culturels face à la colonisation. Les cas du Japon et de la Corée), Tokyo, Iwanami shoten.

BLAIS Hélène 2007

« Les enquêtes des cartographes en Algérie, ou les ambiguïtés de l'usage des savoirs vernaculaires en situation coloniale », *RHMC*, 54 (4) : 70-85.

BLANCKAERT Claude 1999a

« La demande d'histoire. Du détour au parcours », in Claude Blanckaert et alii (dir.), *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*, Paris, L'Harmattan : 9-20.

BLANCKAERT Claude 1999b

« L'histoire générale des sciences de l'homme. Principes et périodisation », in Claude Blanckaert *et alii* (dir.), *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*, Paris, L'Harmattan : 23-60.

BOURDIEU Pierre 1984

Homo Academicus, Paris, Éditions de Minuit.

BUHOT Jean 1961

« L'art de la Corée », in Pierre Devambeze (dir.), *Histoire de l'art 1. Le Monde non-chrétien*, Paris, Gallimard, La Pléiade : 1442-58.

BUTEL Jean-Michel & MARQUET Christophe (dir.) 2009

Cipango, numéro thématique : *L'invention des « arts populaires »*. Yanagi Sōetsu *et le Mingei*, 16.

CANGUILHEM George 1977

Idéologie et rationalité dans l'histoire des sciences de la vie, Paris, Vrin.

CHO Donggöl 조동걸 1990

« Singminjihak ūi sōngnip kwajōng kwa kŭndae-sa sōsul » 植民史學의 成立過程과 近代史 叙述 (La formation de l'historiographie coloniale et l'écriture de l'histoire moderne), *Yōksa kyoyuk nonjip* 歷史教育論集, 13-14 : 749-807.

CHO Donggöl 2002

Hyōndaehanguk sahak-sa 현대한국사학사 (Une histoire des travaux historiques sur la Corée contemporaine), Séoul, Na'nam ch'ulp'an 나남출판.

CH'OE Namsön 崔南善 1927

« Fukan bunka-ron » 不咸文化論 (Traité sur la culture de Purham), *Chōsen oyobi Chōsen minzoku* 朝鮮及朝鮮民族, 1 : 1-58.

CH'OE Sōg'yōng 최석영 2012

Il'che ūi Chosōn yōngu wa singminjijōk chisik saengsan 일제의 조선연구와 식민지적 지식생산 (Études coréanistes de l'empire japonais et production des perceptions colonialistes), Séoul, Minsok-wōn 민속원.

CHOI Kyongrak (CH'OE Kyōngnak) 1969

« Compilation and Publication of Korean Historical Materials under Japanese Rule (1910-1945) », *The Developing Economies*, 7 (3) : 380-391.

CHŌNG Sōni 경선이 2002

Kyōngsōng cheguk taehak yōngu 경성제국대학 연구 (L'Université impériale de Keijō), Séoul, Mun'ŭm-sa tosō ch'ulp'an 문음사도서 출판.

Chōsen Sōtokufu 朝鮮總督府 (Gouvernement général de Corée) (dir.) 1917-1940

Koseki chōsa hōkoku 古蹟調査報告 & *Koseki tokubetsu chōsa hōkoku* 古蹟特別調査報告 (Rapports de fouilles et rapports de fouilles spéciales pour les années 1916 à 1938), 2 séries, 23 vol., Keijō, Chōsen Sōtokufu.

Chōsen sōtokufu (dir.) 1940

Shisei sanjū nen shi 施政三十年史 (Histoire de trente années de gouvernement), Keijō, Chōsen Sōtokufu.

DELISSEN Alain 2008

« La Corée, perle de l'empire », *L'Histoire*, 333 : 70-73.

DELISSEN Alain

& NANTA Arnaud 2012

« Sociétés et possessions coloniales japonaises (fin XIX^e à mi-XX^e siècles) », in Dominique Barjot & Jacques Frémeaux (dir.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires*, Paris, Armand Colin : 173-182.

DEMOULE Jean-Paul

& SOUYRI Pierre-François (dir.) 2008

Archéologie et patrimoine au Japon, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

DULUCQ Sophie

& ZYTNIICKI Colette 2003

« Une histoire en marge. L'histoire coloniale en France (années 1880 – années 1930) », *Genèses*, 51 : 114-127.

DULUCQ Sophie 2009

Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale (XIX^e-XX^e siècles), Paris, Karthala.

ECKARDT Andreas 1929

A History of Korean Art / Geschichte der Koreanischen Kunst, Goldstone, Hiersemann.

FERRO Marc (dir.) 2005 [2003]

Le Livre noir du colonialisme, Paris, Hachette.

FLUTSCH Laurent

& FONTANNAZ Didier 2010

Le pillage du patrimoine archéologique.

Des razzias coloniales au marché de l'art, un désastre culturel, Paris, Favre.

FOUCAULT Michel 1966

Les mots et les choses, Paris, Gallimard.

FUJIHARA Sadao 藤原貞朗 2008

Orientalisuto no yūtsu. Shokuminchi shugi jidai no Furansu tōyō gakusha to Ankōru iseki no kōkogaku
オリエンタリストの憂鬱—植民地主義時代のフランス東洋学者とアンコール遺跡の考古学 (La mélancolie des orientalistes. Orientalistes français et recherches archéologiques à l'époque coloniale à Angkor), Tōkyō, Mekon めこん.

FUJIHARA Sadao 2015

« Les échanges entre le Japon et l'Indochine française durant la seconde guerre mondiale : aux origines de la collection d'art khmer du musée national de Tokyo », *Ebisu*, 52 : 155-174.

FUJITA Ryōsaku 藤田亮策 1948

Chōsen kōkogaku kenkyū 朝鮮考古學研究 (Mélanges en archéologie de la Corée), Kyoto, Kōtō shoin 高桐書院.

FUJITA Ryōsaku 1951

« Chōsen kobunka no hozon » 朝鮮古文化の保存 (La conservation de la culture ancienne de Corée), *Chōsen gaku* 朝鮮學報, 1 : 245-262.

FUJITA Ryōsaku 1963 [1953]

« Chōsen koseki chōsa » 朝鮮古蹟調査 (Étude des vestiges anciens de Corée), compilé in Fujita Ryōsaku (dir.), *Chōsengaku ronkō* 朝鮮學論考 (Mélanges de coréanologie), Tokyo, Fujita sensei

kinen jigyo kai 藤田先生記念事業會 : 67-88.

GANTÈS Gilles DE 2003

« De l'histoire coloniale à l'étude des aires culturelles : la disparition d'une spécialité du champ universitaire français », *Outre-mers*, 90 (338-339) : 7-20.

GRAJDANZEV Andrew 1944

Modern Korea, New York, Institute of Pacific Relations.

GRANDAZZI Alexandre 1991

Les origines de Rome, Paris, Les Belles Lettres.

HAMADA Kōsaku 濱田耕作 1924

« Chōsen no kofun » 朝鮮の古墳 (Les anciens tertres de Corée), *Kōkōgaku zasshi* 考古學雜誌, XIV-15 (302) : 1-18.

HÉMERY Daniel 2006

« Enjeux actuels et temps coloniaux », *Cahiers d'histoire*, 99 : 113-147.

HÉMERY Daniel

& BROCHEUX Pierre 2009

Indochina, an Ambiguous Colonization, 1858-1954 (eng. rev. ed.), Berkeley, Univ. of California Press.

INADA Takashi 稲田孝司 2014

Nihon to Furansu no iseki hogo. Kōkōgaku to hō, gyōsei, shimin undō 日本とフランスの遺跡保護—考古学と法・行政・市民運動 (La protection des sites archéologiques en France et au Japon. Archéologie, droit, administration,

mouvements citoyens), Tokyo, Iwanami shoten.

KIM Sōngmin 김성민 1989

« Chosŏn-sa p'yŏnsuhoe ūi sosik kwa unyong » 朝鮮史編修會의 組織과 運用 (La Commission pour la compilation de l'histoire de la Corée, institution et pratique), *Hanguk minjok undongsa yōngu* 한국민족 운동사 연구, 3 : 121-164.

Kōkōgaku jānaru 考古学ジャーナル 2010

2, numéro thématique *Chōsen kōkōgaku-shi* 朝鮮考古学史.

LEROI-GOURHAN André 1997 [1988]

Dictionnaire de la préhistoire, Paris, PUF.

MARQUET Christophe 1999

« Conscience patrimoniale et écriture de l'histoire de l'art national », in Jean-Jacques Tschudin & Claude Hamon (dir.), *La nation en marche*, Arles, Philippe Picquier : 143-162.

Minjok munje yōngu-so 민족문제연구소 (Centre de recherche sur la question nationale)

& Ch'in'il inmyōng sajŏn p'yŏnch'an ūiwŏnhoe 친일인명사전 편찬위원회 (Commission pour la rédaction du dictionnaire des noms des collaborateurs) 2009

Ch'in'il inmyōng sajŏn 친일인명사전 (Dictionnaire des collaborateurs japonais), 3 vol., Séoul, Minjok munje yōngu-so.

Munhwajae kwalliguk 문화재관리국
(Office national de gestion du patrimoine) (dir.) 1986
Hae'oe sojae Hanguk munhwajae mongnok 해외 소재 한국 문화재 목록
(Liste du patrimoine coréen localisé à l'étranger), Séoul, Munhwajae kwalliguk.

MYERS Ramon H. & PEATTIE Mark R. (ed.) 1984
The Japanese Colonial Empire, 1894-1945, Princeton, Princeton Univ. Press.

NANTA Arnaud 2004
« Débats autour des fouilles archéologiques à Ōsaka, 1917-1920 », *Ebisu*, 32 : 25-63.

NANTA Arnaud 2007
« Savoires et colonies : l'archéologie et l'anthropologie japonaises en Corée », in Jean-Jacques Tschudin & Claude Hamon (dir.), *La société japonaise devant la montée du militarisme*, Arles, Philippe Picquier : 21-31.

NANTA Arnaud 2008
« Pour réintégrer le Japon au sein de l'histoire mondiale : histoire de la colonisation et guerres de mémoire », *Cipango*, 15 : 35-64.

NANTA Arnaud 2010
« Torii Ryūzō : discours et terrains d'un anthropologue et archéologue japonais du début du XX^e siècle », *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, 22 : 24-37.

NANTA Arnaud 2011
« L'archéologie coloniale en Corée

japonaise : institutions, terrains et enjeux, 1905-1937 », *Les nouvelles de l'archéologie*, 126 : 33-37

NANTA Arnaud 2012
« The Japanese Colonial Historiography in Korea (1905-1945) », in Rosa Caroli & Pierre-François Souyri (eds.), *History at Stake in East Asia*, Venezia, Libreria Editrice Cafoscarina : 83-105.

NESPOULOUS Laurent 2003
« Des empereurs et des tombes », *Ebisu*, 30 : 87-122.

NOIRIEL Gérard 1996
Sur la « crise » de l'histoire, Paris, Belin.

NISHIKAWA Hiroshi 西川宏 1970
« Nihon teikoku shugi ka ni okeru Chōsen kōkogaku no keisei » 日本帝国主義下における朝鮮考古学の形成 (La formation de l'archéologie de la Corée sous l'impérialisme japonais), *Chōsenshi kenkyūkai ronbunshū* 朝鮮史研究会論文集 (Bulletin de la Société pour l'histoire de la Corée), 7 : 94-116.

OGUMA Eiji 小熊英二 1998
« *Nihonjin* » no kyōkai <日本人>の境界 (Les frontières de la japonité), Tokyo, Shin.yō-sha 新曜社.

OGUMA Eiji 2002
« *Minshu* » to « *aikoku* » 「民主」と「愛国」 (« Démocratie » et « Patriotisme »), Tokyo, Shin.yō-sha.

ŌIDE Shōko 大出尚子 2012
« Nihon no kyū shokuminchi ni okeru rekishi, kōkogaku kei hakubutsukan

no motsu seijisei » 日本の旧植民地における歴史・考古学系博物館の持つ政治性 (Le caractère politique des musées d'histoire et d'archéologie des anciennes colonies japonaises), *Tōyō bunka kenkyū* 東洋文化研究, 14 : 1-28.

OULEBSIR Nabila 2002

Les usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie 1830-1930, Paris, éd. de la MSH.

PAI Hyung Il (Pae Hyōng-il) 2000

Constructing "Korean" Origins, Harvard, Harvard Univ. Press & Hallym.

PAI Hyung Il 2013

Heritage Management in Korea and Japan: The Politics of Antiquity and Identity, Washington, University of Washington Press.

PAK Kölsun 박걸순 2004

Singminji sigi ūi yōksahak kwa yōksa insik 植民地 시기의 歷學과 歷史認識 (Historiographie et vision de l'Histoire durant la période coloniale), Séoul, Kyōng'in munhwa-sa 경인문화사.

RIVET Daniel 2002

Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation, Paris, Hachette.

SAKANO Tōru 坂野徹 2005

Teikoku Nihon to jinruigakusha 帝国日本と人類学者 (Le Japon impérial et les anthropologues), Tokyo, Keisō shobō 勁草書房.

SAKURAI Yoshiyuki 1941

Meiji nenkan Chōsen kenkyū bunken-shi

明治年間朝鮮研究文獻誌 (Bibliographie en études coréennes des années de Meiji), Keijō, Shomotsu dōkōkai 書物同好会.

SAOTOME Masahiro 早乙女雅博 2001

« Shiragi no kōkogaku chōsa hyaku nen no kenkyū » 新羅の考古学調査100年の研究 (Cent ans de fouilles archéologiques de Silla), *Chōsenshi kenkyūkai ronbunshū*, 39 : 53-106.

SCHMID Andre 2002

Korea Between Empires 1895-1919, New York, Columbia Univ. Press.

SEKINO Tadashi 關野貞 1910

Chōsen geijutsu no kenkyū 朝鮮藝術之研究 (Études des arts de la Corée), Chōsen sōtokufu doshibu kenchikujo 朝鮮總督府度支部建築所.

SHIN Michael (ed.) 2014

Korean History in Maps: From Prehistory to the Twenty-First Century, Cambridge, Cambridge Univ. Press.

SIBEUD Emmanuelle 2002

Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France. 1870-1930, Paris, EHESS.

SIBEUD Emmanuelle,

FREDJ Claire & BLAIS Hélène 2013

« Sociétés coloniales. Enquêtes et expertises », *Monde(s)*, numéro thématique « Sociétés coloniales », 4 : 7-22.

SINGARAVÉLOU Pierre 2000

L'École française d'Extrême-Orient

ou l'institution des marges (1898-1956), Paris, L'Harmattan.

SOUYRI Pierre-François 2005 [2003]
« La colonisation japonaise », in Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, Paris, Hachette : 543-574.

TAKASAKI Sōji 高崎宗司 2002
Shokuminchi Chōsen no Nihonjin 植民地朝鮮の日本人 (Les Japonais de Corée coloniale), Tokyo, Iwanami shoten.

TANAKA Stefan 1993
Japan's Orient, Berkeley, California University Press.

Tōkyō daigaku sōgō kenkyū hakubutsukan 東京大学総合研究博物館 (dir.) 2005
Sekino Tadashi Aja chōsa 関野貞アジア調査, Tokyo, Tōkyō daigaku shuppankai.

TORII Ryūzō 鳥居龍藏 1917
« Heian Nandō, Kōkaidō koseki chōsa hōkokusho » 平安南道黄海道古蹟調査報告書, in Chōsen Sōtoku-fu (dir.), *Taishō go nendo koseki chōsa hōkoku* 大正五年度古蹟調査報告 (Rapport de recherche sur les vestiges antiques pour l'exercice de l'an 5 de Taishō [1916]), Keijō, Chōsen Sōtoku-fu : 767-859.

Tōkyō teikoku daigaku, Kōka daigaku 東京帝國大學工科大学 (dir.) 1904
Kankoku kenchiku chōsa hōkoku 韓國建築調査報告 (Rapport d'enquête sur l'architecture de Corée).

UMEHARA Sueji 梅原末治 1935
« Jōdai kofun no kenkyū ni tsuite »

上代古墳の研究に就て (Remarques concernant l'étude des tertres antiques), in Tōkyō jinrui gakkai 東京人類學會 (dir.), *Nihon minzoku 日本民族 (Le peuple japonais)*, Tokyo, Iwanami shoten : 417-440.

UMEHARA Sueji 1973
Kōkogaku rokujū nen 考古学六十年 (Soixante ans d'archéologie). Tokyo, Heibonsha 平凡社.

YI Ch'ung'u 이충우 1980
Kyōngsōng cheguk taehak 京城帝國大學 (L'université impériale de Keijō), Séoul, Tarag'wōn tosō ch'ulp'an 다락원 도서출판.

YI Guyōl 이구열 1973
Hanguk munhwajae pihwa 한국 문화재 비화 (Histoire secrète du patrimoine coréen), Séoul, Hanguk misul ch'ulpansa 한국 미술 출판사, trad. japonaise : *Ushinawareta Chōsen bunka. Nihon shinryaku-ka no Kankoku bunkazai hiwa 失われた朝鮮文化—日本侵略下の韓国文化財秘話*, Tokyo, Shinsensha 新泉社, 1993.

YI Kibaek 李基白 & YI Kidong 李基東 1982
Hanguk sa kangjwa 韓國史講座 (Cours d'histoire coréenne), vol. 1 : *Kodae p'yōn 古代篇 (L'Antiquité)*, Seoul, Iljo-gak 一潮閣.

YI Sunja 이순자 2009
Il'che kangjōm-gi kojōk chosa saōp yōngu 일제강점기 고적조사사업 연구 (Les enquêtes sur les sites [de Corée] durant la période d'occupation par l'Empire du Japon), Séoul, Kyōng'in munhwa-sa 경인문화사.